



# La lettre

## Les leçons d'une victoire

PAR Hugues BERNARD, MEMBRE DU CONSEIL FÉDÉRAL.

Il y a comme une immense récompense à voir triompher nos idées pour nos villes et notre département. Gérard André et Claude Raynal obtiennent les meilleurs scores des maires de l'agglomération toulousaine et Cécile Ha Minh Tu fait une entrée remarquée au sein de l'assemblée départementale après une formidable campagne de terrain. Notre sensibilité peut s'enorgueillir de ses performances tant humaines que politiques.

Ce qui est arrivé à Toulouse est historique. Pierre Cohen a redonné sa couleur à la ville rose. Avec son équipe, un vent nouveau a soufflé lors de la campagne. Puisse-t-il souffler encore jusque dans nos pratiques militantes, nos sections et notre fédération.

La question qui s'ouvre est de transformer un vote local d'adhésion en un attachement à une offre politique nouvelle. Pour cela, le va-et-vient entre le local et le global est capital. Laboratoire d'innovations, nos collectivités locales sont riches d'expériences.

Néanmoins, nos victoires de cette année ne peuvent nous faire oublier l'échec de l'année dernière. Nous assistons à un gâchis innommable au sommet de l'Etat. Pour le premier trimestre de 2008, les salariés de la grande distribution, d'Unilever, de Smoby, les chercheurs, les retraités et les enseignants ont exprimé leur désarroi sans que le pouvoir daigne les entendre. La question de la justice sociale rattrape une droite entièrement dévouée à la consécration du modèle libéral. De nouvelles dépenses sont accordées aux plus privilégiées tandis que les économies sont réservées au social et à l'innovation.

Nous devons redéfinir les missions d'un Etat-providence plus "investisseur" qu'"infirmier." Nos politiques ne peuvent plus se contenter d'être des dispositifs d'indemnisation. Elles doivent porter une stratégie collective d'investissement social. L'enjeu est de substituer à une conception traditionnelle et stable des politiques sociales, visant à réparer les situations les plus difficiles ou bien à remplacer les revenus perdus, une perspective dynamique prenant en compte les trajectoires des individus, leurs aléas dans l'économie de la connaissance, et l'émergence de nouvelles inégalités entre les genres, les générations et les groupes sociaux propres aux sociétés post-industrielles. ■

### SOMMAIRE

LES LEÇONS D'UNE VICTOIRE  
PAR HUGUES BERNARD  
.....PAGE 1

OUVERTURE, SOCIÉTÉ CIVILE, RAPPORT ATTALI  
PAR ROMAIN JANHSEN  
.....PAGES 2 & 3

NOUVELLE ASPIRATION DES ACTIFS  
PAR JEAN ARROUCAU  
.....PAGE 4

Socialisme & démocratie est la sensibilité strauss-kahnienne du Parti socialiste. Elle est coordonnée en Haute-Garonne par un comité d'animation composée de Mireille Abbal, Jean Arroucau, Sylvia Bagur, Hugues Bernard, Joël Bouche, Joël Carreiras, Jean-Marc Dubarry, Cécile Ha Minh Tu, Sébastien Léry, Jean-Marc Loubet, Michel Perez, Géraldine Pons-Ribot, Claude Raynal, Christophe Roucan, Jacques Tomasi.

LETTRÉ No. 14

DIX NEUF MARS DEUX MILLE HUIT

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : JOËL CARREIRAS  
TROISIÈME ANNÉE



# Ouverture, société civile, rapport Attali

PAR Romain JANHSEN, MILITANT DE LA SECTION TOULOUSE 7.

## PARTIE 1 : OUVERTURE OU DÉRIVES

L'ouverture est un concept politique souvent employé à tort et à travers pour désigner des choses différentes, et parfois inquiétantes pour la démocratie.

Cela peut s'entendre comme une volonté de consensus, de dépassement de clivages artificiels. Il peut y avoir des effets positifs à l'ouverture, à la marge du politique, dans un processus de démocratie participative, de recherche de consensus sur certains sujets. C'était ici le projet de François Bayrou.

Cela entraîne cependant souvent la valorisation, notamment à droite, où la politique fait peur, de listes apolitiques ou de la société civile.

Je trouve dangereuse cette nouvelle passion pour la société civile, supposée supérieure à l'engagement militant ?

Comme le dit Pierre Cohen, candidat de la gauche à Toulouse : "Peu à peu en dénigrant la politique, on a dénigré l'engagement et l'on a fait briller le non-engagement dans les partis en parlant de « société civile ». Que quelques-uns, reconnus pour leur compétence professionnelle, s'engagent dans l'action municipale, sans attache partisane, cela peut être entendu. Mais ce qui est déterminant au-delà de leurs compétences c'est leur engagement." Notons que les militants sont compétents dans leur vie professionnelle, le propre du militant, c'est de militer après sa journée de travail !

Comme le dit Corinne Lepage en réponse à une question sur l'ouverture sur le site internet du Nouvel obs : " Il y a ouverture et ouverture. Celle qui consiste à demander à des responsables politiques qui n'ont pas votre positionnement politique à vous rejoindre pour élaborer un programme de synthèse, et celle qui propose à des individus de disposer de postes pour mener la politique que vous avez définie. Je suis pour la première et pas pour la deuxième forme

d'ouverture, précisément parce que j'ai le souci de la cohérence." Et encore, les dérives peuvent être plus grave.

## PARTIE 2 : OUVERTURE OU DÉBAUCHAGE

En effet l'ouverture peut se transformer en débauchage individuel, en opération de communication ou de déstabilisation de l'adversaire, sans plus de cohérence ni d'intérêt.

Reprenons avec Pierre Cohen : "De société civile on a vite fait de glisser aux candidats à paillettes, à des individus invités à être sur une liste uniquement à cause de leur aura médiatique, en général dû à une activité comme le sport, la mode, le ciné, la télé... Ainsi peu à peu, de pipoles en paillettes, on tue l'engagement politique."

"Mais voilà, avec mes colistiers je crois à l'engagement politique, à la participation des citoyens à la vie de la cité. Je pense que les électeurs aussi ont envie d'un retour des politiques aux affaires de la cité. C'est un des enjeux de ces municipales."

Pire que cela, l'ouverture aujourd'hui pratiquée par l'UMP, notamment à Toulouse, fait que n'importe quelle personne qui n'a pas été retenue démocratiquement par son parti, les déçus, ceux qui sont en perte de vitesse, les ex, peut trouver dans le camp d'en face un nouveau siège. Outre un manque de cohérence certain, n'est-ce pas particulièrement choquant ? Les ratés d'en face prennent de la valeur simplement car ils se dédisent ! C'est terrible pour la politique.

Dans cette ville, le maire sortant apparenté UMP a ainsi fait venir sur sa liste, outre Fabien Pelous et des spécialistes de la santé ou des responsables industriels, une conseillère régionale venant de la gauche du PS qui n'avait pas été choisie par les militants de son parti pour les législatives.

Il en a été de même avec plusieurs responsables du Modem en fin de course.



### PARTIE 3 : GOUVERNEMENT DES EXPERTS

Enfin cela porte aussi en germe la défiance vis-à-vis du politique, le gouvernement des experts, la prétention à la vérité par le bon sens. C'est là que l'on peut en venir au rapport Attali.

Après l'avoir parcouru, on peut penser qu'il y a dedans de bonnes choses, des idées, du travail qui a été fait. Mais également d'autres propositions moins judicieuses. C'est donc une matière à réflexion, à droite comme à gauche.

Il y a tout de même deux problèmes sérieux autour de ce rapport :

- Le ton présomptueux et dogmatique de celui qui a trouvé la vérité. Bientôt il nous demandera une messe... C'est à prendre en bloc pour respecter l'équilibre social-libéral de l'ensemble, quelle que soit la majorité, dernière solution avant le déclin ! Je décide, ils (les parlementaires, élus du peuple) exécutent...

Il faut toujours se méfier de La vérité, et toujours s'inspirer des connaissances. Ce gouvernement des experts, alors que d'autres prôneront des solutions contraires, que les intérêts et les enjeux sont complexes, que la mise en oeuvre répond rarement à la

théorie initiale... ne peut être détaché du politique, ni se détacher de toute vision du monde.

- À côté de bonnes idées parfois, une tonalité, un présupposé trop économiste : le principe de précaution ? inutile. La mort du commerce de proximité ? La multiplication de l'automédication de supermarché ? La disparition du département pour faire des économies ?... Il n'y a qu'une grille de lecture qui est la croissance. Ce rapport doit donc se confronter nécessairement aux autres enjeux de société, d'identité, de culture, de solidarité.

Le gouvernement des experts, outre qu'il peut représenter un danger démocratique (Attali a répondu avec morgue : "vous préférerez le gouvernement des imbéciles ?"), n'est pas une garantie de réussite, particulièrement en économie. Il n'y a pas de vérité, même s'il peut y avoir des consensus.

C'est le politique, la diffusion de la connaissance, la transformation de la complexité en modèles et en mesures, la pédagogie et la réflexion, auxquels les intellectuels, les savants, les élus et les experts doivent être associés, qui fait évoluer la société.

Il s'agit donc bien là d'ouverture d'esprit et de capacité de remise en cause. ■

Nom : .....

Adhésion :  15 euros  soutien 30 euros

Prénom : .....

La lettre de socialisme & démocratie  
2 bis, rue Lejeune 31000 Toulouse  
www.sd31.wordpress.com  
sd31@neuf.fr

Section : .....

Adresse : .....

Chaque semaine, de nouveaux membres,  
faites-nous connaître autour de vous,  
rejoignez-nous, exprimez-vous.

Code Postal : ..... Ville : .....

Contactez-nous :  
Par mail : sd31@neuf.fr (Sébastien)  
Par téléphone : 06-22-95-82-17 (Hugues)  
Par courrier : Socialisme & démocratie  
Haute-Garonne à l'attention de Joël  
Carreiras 2 bis, rue Lejeune 31000 Toulouse.

Téléphone : .....

Courriel : .....



## Nouvelle aspiration des actifs

PAR Jean ARROUCAU, DÉLÉGUÉ FÉDÉRAL À L'ÉCONOMIE SOCIALE & SOLIDAIRE.

L'ambition d'une refonte généralisée du système d'assurance-chômage me laisse un peu sur ma faim en même temps qu'elle m'épate. Ses promoteurs doivent être emplis d'une énergie et d'un courage qu'il faut louer puisqu'elle ne laisse pas beaucoup de place à l'abattement. Pour ma part, et à force d'accompagner le segment "prioritaire de chez décourageant" des demandeurs d'emploi, je me demande si l'usage quasi-patrimonial que les jeunes demandeurs d'emploi font des régimes sociaux en général et de l'UNEDIC en particulier, ne devrait pas être un peu exploré.

Je m'explique : le zapping professionnel qui se généralise chez les jeunes de 16 à 35 ans n'est pas uniquement le produit d'une précarité subie qu'il faudrait mettre à profit pour la réduire en développant l'anticipation de la perte d'emploi et la formation continue. Ces thématiques sont anciennes, elles partent du postulat que l'accès à la formation est insuffisant et que la mobilité professionnelle est essentiellement le fait de plans sociaux ou de restructurations ayant en point de mire des gains de productivité. Je crois qu'il y a aussi une attente de changement, de nouveauté dans les parcours professionnels. Tout cela nous renvoie aux antiennes rocardiennes :

- Réduire le temps de travail au profit du temps de formation et de loisirs pour travailler (presque) tous et vivre mieux ensemble.

- Envisager le temps de travail comme un temps de production (y compris de biens et de services non-marchands) et non de salariat.

Cette dernière conviction nous renvoie également aux propositions de Patrick Viveret de calculer autrement les richesses produites. En somme je pense que nous aurons du mal à faire durablement l'impasse sur une revendication émergente qui heurte de plein fouet la conception traditionnelle de la production, à savoir l'envie d'alterner les périodes plus ou moins longues d'activité

salariée et périodes libres, de formation bien sur mais également d'engagements associatifs, de création artistique, de bénévolat, et même de repos ou de voyages.

Dans la mesure où il se vérifie que la création d'activités via le statut associatif est à la fois le mode privilégié d'"entrepreneuriat du pauvre" et qu'il est à l'origine de la plupart des projets d'économie solidaire, la piste me pourrait être coupler avec le volontarisme nécessaire à l'émergence d'activités utiles à la collectivité.

Dans la mesure où la fraude aux régimes chômage et maladie trouve une grande partie de ses ressorts dans le décalage entre le mode de vie d'un nombre croissant d'assurés et l'engagement contractuel qui est le leur lorsqu'ils font valoir leur droit à indemnisation, il n'est pas certain que la "régularisation" des clandestins des régimes sociaux coûterait très cher.

Je suis naturellement incapable d'argumenter plus avant sur la faisabilité de mesures qui restent imprécises dans mon esprit, mais je suis certain que toute réforme structurelle des droits à évoluer au cours de son projet professionnel qui omettrait cette aspiration réelle des actifs, usurperait un peu la qualité de nouveau pacte ou de nouveau contrat social. ■

### À NOTER

#### MERCREDI 2 AVRIL À 18H30

COMITÉ D'ANIMATION DE SOCIALISME & DÉMOCRATIE  
SALLE DU BUREAU FÉDÉRAL (1ER ÉTAGE)  
3, RUE LANCEFOC - TOULOUSE

#### MARDI 8 AVRIL 20H30

AG DE SOCIALISME & DÉMOCRATIE  
SALLE DE LA CHAPELLE (RDC)  
3, RUE LANCEFOC - TOULOUSE  
ORDRE DU JOUR - LES CLASSES MOYENNES À LA DÉRIVE PAR  
CHRISTOPHE VANDERHAEGEN.

#### JEUDI 22 MAI 20H30

AG DE SOCIALISME & DÉMOCRATIE  
SALLE DE LA CHAPELLE (RDC)  
3, RUE LANCEFOC - TOULOUSE  
ORDRE DU JOUR - PRÉSENTATION DU CONTRAT POUR LA RÉNOVATION AVEC CATHY LEMORTON.